

DJABALLAH À PARTIR DE CONSTANTINE :

«Qui a dit qu'Ouyahia est devenu indésirable ?»

«Les réactions suscitées par la diffusion du film blasphématoire à l'égard de l'Islam suivi par la publication de caricatures attentant au prophète Mohamed (QSSSL) ont été en deçà des attentes des peuples musulmans. Et pour cause, le déploiement des régimes oppresseurs et soumis pour étouffer un sentiment de révolte et d'indignation exprimé par plus d'un quart de l'humanité», a estimé le leader du Front pour la justice et le développement (FJD), Abdallah Djaballah.

Rompu aux prêches virulents dès qu'il s'agit de démystifier «les impies, apostats, laïcs et ennemis de la foi», musulmane s'entend, le président du FJD a relégué au second plan la décision de boycott des élections locales prévues le 29 novembre prochain prise par son parti.

Abdallah Djaballah, qui s'exprimait hier dans son fief constantinois où sa cote de popularité semble avoir enregistré un sérieux recul, ne s'est guère embarrassé pour promettre que le vent du changement selon les modèles tunisien et égyptien gagnera indubitablement l'Algérie. «Un peuple dont l'histoire est chargée d'exemples en termes de luttes contre l'oppression et les oppresseurs ne demeurera pas en reste des révolutions arabes», a-t-il laissé entendre, non sans prendre la

peine de voler au secours des islamistes tunisiens et égyptiens qui font face dans leur propre pays «à un acharnement et une campagne de dénigrement sans précédent de la part de cercles hostiles au triomphe de l'Islam depuis leur accession au pouvoir».

S'agissant de la position de son parti concernant les élections locales prévues le 29 novembre prochain, il précisera que la décision de boycott ne relève pas d'un hobby. «Nous avons fondé le FJD pour contribuer au processus démocratique mais les pratiques du régime, dont la fraude électorale, la confiscation de la volonté de la nation, l'ingérence dans les affaires internes des partis politiques et sa détermination à les faire implorer par tous les moyens corrompent la scène politique et



Photo : New Press

Djaballah promet un vent de changement qui gagnera l'Algérie.

constituent un véritable danger qui menace toute espérance en une réelle démocratie pluraliste. Partant, tous ceux qui croient au principe de l'alternance au pouvoir n'ont plus d'autre refuge que le boycott.»

Et de poursuivre que le pouvoir n'a apporté aucune preuve de sa

présumée volonté à fournir des assurances pour la tenue d'élections libres et transparentes. «Si nous avons perçu après le scénario des élections législatives du 10 mai dernier une quelconque réaction suite au rapport de la Commission nationale de surveillance des élections,

voire même un comportement respectueux et serein vis-à-vis de cette dernière, nous aurons opté alors pour une participation aux locales, mais ce pouvoir nous a donné à voir, une fois de plus, qu'il ne voue aucune considération aux partis politiques et au peuple.»

Pour Djaballah, le dernier changement opéré à la tête du gouvernement et les remaniements ministériels entrepris ne sont rien d'autre qu'un coup d'épée dans l'eau puisqu'il n'y décèle qu'une redistribution de cartes et un repositionnement sans conséquence sur la vie politique et celle du citoyen. «Qui a dit que Ouyahia a été définitivement démis de ses responsabilités gouvernementales ? Sa mise à l'écart du Premier ministre ne signifie pas qu'il est désormais indésirable car il s'agit bien d'un enfant du système assez fidèle pour répondre toujours présent et assez courageux pour assumer les missions dont il a la charge même si cela s'avère au détriment de l'intérêt général et celui du peuple et l'avenir nous le reprochera», en élayant son constat.

K. G.

VISITE DU MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT À CONSTANTINE

Deux nouveaux hôtels de la chaîne Ibis et Novotel inaugurés

Accompagné du P-dg du groupe hôtelier Accor, du président de la société Sieha de Djilali Mehri, le nouveau ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Benmeradi, a inauguré hier à Constantine deux nouveaux hôtels de grand standing de la chaîne Ibis-Novotel. D'une capacité d'accueil de 288 chambres, les deux nouveaux hôtels, «deux belles réalisations du secteur du tourisme», a estimé le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, ont nécessité un investissement privé de 30 milliards de dinars. Fruit d'un partenariat entre la Société immobilière et d'exploitation hôtelière algérienne (Sieha), société du groupe Mehri et du groupe Accor, ce complexe constitué de deux hôtels, fait partie, a indiqué Djilali Mehri, d'un vaste «programme d'investissement lancé par le groupe portant sur la construction à travers le territoire national d'un réseau hôtelier de 24 hôtels totalisant 3 600 chambres et pouvant générer jusqu'à 5 000 emplois». A ce propos, M. Benmeradi qui, tout en saluant les initiateurs du projet, genre de partenariat auquel le gouvernement aspire, a indiqué que «l'Etat algérien n'a pas l'intention de faire des investissements publics dans le secteur de l'hôtellerie». Selon ce dernier, qui a rappelé que l'investissement dans ce secteur est libre, «80% des investissements sont portés par des privés», lesquels, précisera-t-il, bénéficient de toutes les facilitations en la matière. S'exprimant en marge de la cérémonie d'inauguration officielle du complexe, Denis Hennequin, P-dg du groupe Accor, qui dit «vouloir bâtir une relation de confiance et de proximité» avec le partenaire algérien, s'est dit animé par une «volonté de continuer l'implantation du groupe» à travers le territoire national. En ce sens, il révélera que «deux hôtels de 240 chambres sont en cours de réalisation à Sétif, un de 150 chambres à Skikda et un autre d'une capacité de 250 chambres près de l'aéroport international Houari Boumediène à Alger». S'agissant des prestations fournies par les agences de tourisme qui axent exclusivement leurs activités sur les voyages organisés vers l'étranger, Benmeradi dira à ce sujet que son ministère travaille à l'élaboration d'un texte où ces derniers devraient inclure dans leur chiffre d'affaires un pourcentage portant sur le tourisme local.

Farid Benzaid

IL A ÉTÉ KIDNAPPÉ JEUDI DERNIER  
L'agriculteur de Béni-Douala libéré

Après 36 heures passées entre les mains de ses ravisseurs, la 69<sup>e</sup> victime des kidnappings enregistrés dans la wilaya de Tizi-Ouzou depuis plus de 6 années a été libérée hier samedi, tôt dans la matinée. Selon plusieurs sources, l'agriculteur M. H., âgé de 35 ans, a été remis en liberté pas loin de chez lui, à Taguemount-Oukerrouche, une vingtaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou. Nos sources affirment que la famille de l'agriculteur n'a pas versé de rançon et jusqu'à hier, même après la fin heureuse de la mésaventure du jeune agriculteur, personne n'était en mesure d'avancer de manière sûre si les ravisseurs étaient entrés en contact avec les proches de M. H. pour exiger quoi que ce soit.

A. M.

HANOUNE L'ANNONCERA AUJOURD'HUI

Le PT participera aux élections locales

Le Parti des travailleurs devra prendre part aux élections locales du 29 novembre prochain. Le comité central du parti qui a planché, deux jours durant, sur la question et bien d'autres, devait, vraisemblablement, entériner ce mot d'ordre hier.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ceci, quoique, comme le mentionnera Louisa Hanoune, la secrétaire générale du PT, hier, au deuxième et dernier jour de cette session, «les conditions politiques sont loin d'être réunies pour des élections démocratiques à même de concrétiser le divorce d'avec le système du parti unique». Et de vouloir comme appui à son assertion la nouvelle loi électorale qu'elle décrira de par le fait qu'elle constitue un véritable handicap et un frein à une représentation populaire optimale dans les assemblées élues.

Hanoune s'en remettra alors au président de la République à l'effet d'initier un plan d'urgence sous forme de mesures pour rétablir la confiance du peuple, entre autres, le règlement de la question du

vote des membres des corps constitués, l'assainissement du fichier électoral avec possibilité pour les partis politiques d'y accéder, la suppression purement et simplement de la commission de supervision des élections dont, soutiendra-t-elle, sa couverture de la fraude le 10 mai dernier a grandement participé à la pollution et à la «mafiasation» de la pratique politique. Tout le contraire de l'esprit des réformes politiques telles que promises par le président de la République que Hanoune prendra le soin, comme à ses habitudes, d'épargner de ses attaques.

Des attaques, acerbes, qu'elle réservera à des chefs de partis «microscopiques» promus ou reconduits ministres à la faveur de la nomination du nouvel Exécutif dont notamment le patron du MPA, «un ultralibéral, un partisan de la normalisation avec l'Etat hébreu», dira-t-elle et dont le rappel comme ministre sonne, selon Hanoune, comme le résultat de pressions étrangères à l'effet de conférer au nouveau gouvernement une vitrine libérale.

Les ministres du Commerce et des Travaux publics sont accusés par la

patronne du PT d'avoir piétiné l'éthique politique en trahissant leur parti, le MSP, qui a décidé de rompre avec la collaboration gouvernementale dans le cadre de ce qui fut l'Alliance présidentielle. Et à Hanoune de s'interroger sur cette énigmatique idée d'arrimer dans le giron gouvernemental des partis, en fait, «des clubs ou tout au mieux des ONG», commentera-t-elle, en mal de base populaire, avant d'y voir une volonté d'élargir la clientèle du pouvoir à travers, entre autres méthodes, cette flopée de partis pousse comme des champignons ou encore l'encouragement de la transhumance politique avec, affirmera-t-elle, «ces cohortes de députés et autres cadres et élus locaux des partis du pouvoir et ceux qui lui sont périphériques de rejoindre en masse le nouveau parti de Amar Ghoul».

Hanoune s'interrogera, au passage, sur la très large couverture médiatique dont a bénéficié ce nouveau-né, dénonçant l'attitude de l'ENTV pour sa politique de deux poids deux mesures dans le traitement de l'activité politique nationale.

M. K.

FFS

Cap sur la bataille électorale de novembre prochain

Le FFS se lance d'ores et déjà dans la bataille électorale de novembre prochain. Son premier secrétaire national, Ali Laskri, a exhorté à ce sujet les cadres de son parti à se préparer à cette bataille dans la perspective «d'instaurer la seconde République».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Poursuivant le processus de restructuration de son parti, le premier secrétaire national du FFS a saisi l'opportunité de la tenue du congrès de la fédération d'Alger pour dresser un tableau sombre de la situation du pays.

Réitérant la principale revendication du parti, à savoir la mise en place d'une Constituante qui donnera «naissance à une seconde République», le premier secrétaire national du FFS a lancé un énième appel «aux militants et aux citoyens algériens de s'impliquer davantage dans la question politique et de créer des espaces à même d'instaurer la démocratie et consolider les acquis». C'est dans ce cadre que Ali Laskri a tracé les contours de la participation de son

parti aux municipales de novembre prochain», en accordant à la restructuration de son parti une des principales priorités. Le premier secrétaire du parti, qui a jusque-là supervisé les congrès des fédérations des wilayas de Tizi-Ouzou, a lancé haut et fort que «le FFS est présent dans toutes les wilayas du pays et que les prochaines élections locales constitueront un test révélateur de notre présence nationale».

Sur un autre plan, le premier secrétaire national du FFS «est sorti grand et ce grâce à ses militants et aux citoyens algériens qui ont cru en ses positions politiques et ses actions pour l'instauration de la démocratie». S'agissant de la crise qui secoue son parti, M. Laskri s'est contenté de déclarer implicitement que «ceux qui doutent de la politique du FFS se trompent lourdement».

Le conférencier n'a pas raté cette opportunité pour rappeler les missions de ses parlementaires. Pour lui, de nombreux dossiers attendent les parlementaires du FFS, notamment celui des disparus.

«L'histoire a fini par rattraper le pouvoir sur la question des disparus. Malgré

l'adoption de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, le dossier sera rouvert car rien ne peut se faire dans l'impunité», a-t-il soutenu. Faisant allusion à la visite effectuée, ces derniers jours, en Algérie, par le haut-commissaire de l'ONU, Ali Laskri a indiqué que «seule une réconciliation basée sur la vérité sera à même de réconcilier les Algériens avec eux-mêmes».

Il est à noter que le FFS selon ses responsables, participera en force lors des municipales prochaines. D'ailleurs, son premier secrétaire national a laissé entendre que son parti fera participer sa base pour le choix de ses futurs candidats tant pour les municipalités que pour les wilayas.

Enfin, et à propos de l'indignation des musulmans après la sortie du film américain islamophobe, le numéro 2 du FFS juge qu'il s'agit d'une provocation. Il a noté que l'ouverture des travaux de ce congrès a été marquée par la présence d'un ancien membre fondateur du parti, en l'occurrence l'ex-chef de la Wilaya IV historique, le commandant Lakhdar Bouregaâ.

A. B.